



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-15/12 P

Dashiqiao Sanqiang Refractory Materials Co. Ltd contre Conseil de l'Union européenne

«Pourvoi — Dumping — Règlement (CE) n° 826/2009 — Importation de certaines briques de magnésie originaires de Chine — Règlement (CE) n° 384/96 — Article 2, paragraphe 10, sous b) — Comparaison équitable — Article 11, paragraphe 9 — Réexamen intermédiaire partiel — Obligation d'appliquer la même méthode que dans l'enquête ayant abouti à l'imposition du droit — Changement de circonstances»

Sommaire – Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 19 septembre 2013

1. *Politique commerciale commune — Défense contre les pratiques de dumping — Procédure de réexamen — Exception — Changement de la méthode de calcul — Conditions — Changement de circonstances — Interprétation stricte — Nécessité d'une méthode appliquée conformément à l'article 2 du règlement n° 384/96 — Charge de la preuve*

(Règlements du Conseil n° 384/96, art. 2 et 11, § 9, et n° 1225/2009, art. 2 et 11, § 9)

2. *Politique commerciale commune — Défense contre les pratiques de dumping — Procédure de réexamen — Changement de la méthode de calcul — Non-application de l'ajustement opéré lors de la procédure initiale — Violation de l'article 11, paragraphe 9, du règlement n° 384/96 — Absence*

(Règlements du Conseil n° 384/96, art. 2, § 10, et 11, § 9, et n° 1225/2009, art. 2, § 10, et 11, § 9)

1. S'agissant de la méthode de calcul devant être utilisée dans le cadre d'une procédure de réexamen d'un droit antidumping, l'exception, prévue par l'article 11, paragraphe 9, du règlement antidumping de base n° 384/96, remplacé par le règlement n° 1225/2009, permettant aux institutions d'appliquer, lors de la procédure de réexamen, une méthode différente de celle utilisée lors de l'enquête initiale lorsque les circonstances ont changé doit nécessairement faire l'objet d'une interprétation stricte, une dérogation ou une exception à une règle générale devant être interprétée restrictivement. La charge de la preuve relative à l'existence d'un tel changement de circonstances incombe aux institutions qui doivent démontrer que celles-ci ont changé afin d'appliquer, lors de l'enquête de réexamen, une méthode différente de celle mise en œuvre lors de l'enquête initiale. Toutefois, s'agissant du caractère d'exception d'un tel changement de circonstances au sens de l'article 11, paragraphe 9, du règlement antidumping de base, l'exigence d'une interprétation stricte ne saurait permettre aux institutions d'interpréter et d'appliquer cette disposition d'une manière incompatible avec le libellé et la finalité de celle-ci. En particulier, la méthode appliquée doit être conforme aux dispositions de l'article 2 du même règlement.

(cf. points 17-19)

2. S'agissant de la méthode de calcul devant être utilisée dans le cadre d'une procédure de réexamen d'un droit antidumping, étant donné que l'article 11, paragraphe 9, du règlement antidumping de base n° 384/96, remplacé par le règlement n° 1225/2009, requiert expressément que la méthode appliquée lors du réexamen respecte les exigences de l'article 2 de ce règlement, un tel réexamen ne peut pas avoir pour résultat un ajustement non autorisé, notamment, par l'article 2, paragraphe 10, sous b), dudit règlement.

Ainsi, dès lors que l'asymétrie ayant motivé un ajustement lors de la procédure initiale, tel un ajustement sur une base «taxe sur la valeur ajoutée incluse» destiné à tenir compte du remboursement partiel de cette taxe à l'exportation, disparaît, le rétablissement de la symétrie entre la valeur normale et le prix à l'exportation, qui est la finalité de tout ajustement au titre de l'article 2, paragraphe 10, du règlement antidumping de base, n'est plus nécessaire lors du réexamen. En effet, à partir du moment où l'élément qui causait l'asymétrie lors de l'enquête initiale, à savoir le remboursement partiel de la taxe sur la valeur ajoutée à l'exportation, a cessé d'exister, aucun traitement de cette asymétrie, et donc aucun ajustement n'est plus nécessaire, indépendamment de la méthode d'ajustement effectivement appliquée. Dès lors, les circonstances ayant justifié un ajustement ayant changé, c'est à bon droit que le Tribunal considère qu'il ne s'agissait pas d'un changement de méthode, mais plutôt que les conditions d'un tel ajustement n'étaient pas remplies et, à titre surabondant, que, à supposer même qu'il se fût agi d'un changement de méthode, celui-ci aurait été justifié par un changement de circonstances.

(cf. points 27, 29, 36-38)